



11

août  
2017

▲ Niv. 2

L'État a  
répondu

Ukraine

n° 47/2015

Création de l'alerte : 17 sept. 2015

## L'Ukraine interdit de territoire 38 journalistes européens et blogueurs pour menace à « l'intérêt national, la souveraineté et l'intégrité territoriale »

SOURCE DE LA MENACE ▶ Etatique

CATÉGORIE ⓘ ▶ Autres actes ayant des effets dissuasifs sur la liberté des médias

**AUTEUR : FEJ/FIJ, Index**

Le Président ukrainien Petro Poroshenko a signé un décret interdisant l'accès au pays à 388 personnes, y compris 38 journalistes et blogueurs internationaux pour une durée d'un an. Le décret présidentiel, qui a été signé le 16 septembre 2015, et publié sur le site de la Présidence, énumère 388 noms de personnes accusées de « représenter un danger avéré ou potentiel de menace aux intérêts nationaux, à la sécurité nationale, à la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine ».

Le décret affirme que cette interdiction de territoire vise les personnes impliquées dans l'annexion de la Crimée en 2014 et dans l'agression actuelle de l'est de l'Ukraine.

Les 31 journalistes et 7 blogueurs internationaux nommés sur cette liste sont originaires de Bulgarie, d'Estonie, d'Allemagne, de Hongrie, d'Israël, du Kazakhstan, de Lettonie, de "L'ex-République yougoslave de Macédoine", de la République de Moldova, de Pologne, de la Fédération de Russie, de Serbie, de Slovaquie, d'Espagne, de Suisse et du Royaume-Uni.

D'après la presse, la liste originale incluait des membres du personnel de la BBC (le correspondant à Moscou Steve Rosenberg, la productrice Emma Wells et le cameraman Anton Chicherov) qui ont été ultérieurement retirés de la liste d'interdiction du territoire.

### MISES À JOUR

**30 mai 2016 :** Le 27 mai 2016, le Président ukrainien Petro Poroshenko a signé un décret présidentiel d'application d'une décision en vertu de la résolution du Conseil National de la Sécurité et de la défense du 20 mai 2016, levant les sanctions sur 29 journalistes étrangers. Parallèlement, la liste a été mise à jour et 19 responsables de médias des organes de radiodiffusion de la Fédération de Russie y ont été inclus.

[➔ Décret présidentiel \(en ukrainien\)](#)

[➔ Communiqué de Unian](#)

## INFORMATIONS ADDITIONNELLES ▼

[➔ Lettre du Rapporteur spécial des NU sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression \(en anglais\)](#)

[➔ Article publié sur le site d'IndexOnCensorship \(en anglais\) : "Index on Censorship condemns the move to ban 38 international journalists and bloggers from Ukraine"](#)

[➔ Communiqué de la FEJ: "38 journalistes et blogueurs européens interdits d'accès au territoire ukrainien "](#)

[➔ Communiqué de la FIJ \(en anglais\) : "IFJ and EFJ slam Ukraine over ban of 38 European journalists and bloggers"](#)

## RÉPONSES DE L'ÉTAT ▼



**11 août 2017** | Réponse du Gouvernement ukrainien

[➔ Position officielle de l'Ukraine](#)

## SUITES DONNÉES ▼



**17 sept. 2015** | Déclaration du porte-parole du Secrétaire Général sur les sanctions imposées par l'Ukraine à l'égard de médias

[➔ Communiqué](#)



**17 sept. 2015** | Déclaration du Commissaire aux Droits de l'homme

[➔ Tweet de Nils Muiznieks \(en anglais\)](#)